

Attention ! Ce document est la traduction HORS JEU d'un document de jeu en latin. Si votre personnage ne maîtrise pas le latin, vous ne pouvez pas le lire !

Tolède, mois d'octobre de l'an de grâce mil six cent quatre vingt dix huit

Nous, Charles le Second, Souverain d'Espagne, Roi de Castille, d'Aragon, de Toledé, de Gallice, de Séville, de Grenade, de Cordoue, de Nursie, d'Iaen, des Algarbes, d'Algéziras, de Gibraltar, des Canaries, des Indes, ainsi que des îles et de la terre ferme que l'Océan, du Norte et du Sur, des Phillipines, et d'autres terres découvertes ou à découvrir, avisons solennellement les parties concernées ce qui suit :

En ces temps malheureux où nul n'est sûr du lendemain, l'âge où nous sommes arrivés, notre santé altérée, les périls résultant d'une vie désormais déclinante nous imposent de prendre des dispositions en vue d'une fin qui peut être plus ou moins prochaine.

Nous nous inclinons devant Dieu, confiant en sa miséricorde, lui demandant pardon des fautes que nous avons commises, attendant des personnes que nous avons pu offenser le pardon que nous accordons du fond de notre cœur à celles qui auraient eu des torts envers nous.

Nous rendons l'âme au Très-Haut sans avoir conçu d'héritier. Afin de sauvegarder les intérêts de l'Espagne, il est fondamental d'éviter les guerres intestines qui épuisent les armées du pays et les caisses de l'Etat.

Et si la France et l'Autriche sont semblables à deux formidables titans empoignés en une lutte à mort, nous ne saurons tolérer que l'un de ces deux titans ressorte vainqueur de cette lutte pour l'octroi de la monarchie espagnole, laissant son semblable exsangue.

Nous proclamons que la Couronne d'Espagne sera portée conjointement par des représentants de la France et de l'Autriche. Chaque Etat en aura la gérance pendant une année, avant de la céder à son pendant. **Nonobstant ce fait, la Couronne d'Espagne n'échoira pas à une tête d'ores et déjà couronnée.** Notre choix se porte donc sur deux représentants que nous jugeons dignes de servir les intérêts de l'Espagne, ainsi que ceux de leurs pays :

- Philippe, Duc d'Anjou, Petit-fils de Sa Royale Majesté Louis le Quatorzième
- Frederik Liefenswammen, Marquis de Debretzin et de Szamosuivav, Ministre de l'Intendance aux Armées de Son Impériale Majesté Léopold Premier

Si, pour quelque raison que ce soit, un conflit de gérance éclatait entre les deux puissances, je nomme Sa Sainteté le Souverain Pontife juge et médiateur, et lui accorde le droit et le devoir de prendre parti afin de régler l'opposition, qu'elle soit d'ordre religieux, diplomatique, politique, économique, ou même militaire.

Dieu sera mon seul juge.

Una, Grande, Libre.

El Rey